

Convention collective départementale

IDCC : 1732. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES**

(Yonne)

(11 mars 1993)

(Bulletin officiel n° 1993-18 *bis*,
(Etendue par arrêté du 3 mars 1994,
Journal officiel du 12 mars 1994)

AVENANT DU 22 JANVIER 2015

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES, À LA PRIME DE PANIER
ET AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS POUR L'ANNÉE 2015**

NOR : ASET1550253M

IDCC : 1732

Entre :

L'UIMM de l'Yonne,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques et valeur du point

La valeur du point, servant à déterminer les barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques prévus à l'article 48 de la convention collective et servant de base de calcul à la prime d'ancienneté, est fixée à 4,47 €, sur la base de 151,67 heures.

Article 2

Prime de panier

La valeur de l'indemnité du panier de nuit, prévue par l'article 55 de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne, est fixée à 6,28 € à compter du 1^{er} janvier 2015 (en conséquence, les primes de panier afférentes au salaire du mois de janvier 2015 seront calculées sur cette nouvelle base).

Article 3

Taux effectifs garantis annuels (TEG)

Les taux effectifs garantis annuels, tels qu'ils sont définis ci-dessous, sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2015. Les valeurs sont fixées dans le tableau figurant ci-après.

Définition des taux effectifs garantis (TEG) annuels

Les taux effectifs garantis annuels constituent la rémunération annuelle brute minimale au-dessous de laquelle le salarié ne peut pas être payé.

Les TEG (base 151,67 heures) sont établis pour la durée annuelle correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Ils sont à adapter à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié concerné et supporteront donc, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Les valeurs des TEG annuels seront calculées au prorata du temps de présence effectif du salarié en cas de survenance au cours de l'année considérée :

- d'un changement de classement (coefficient et/ou catégorie professionnelle) ;
- d'une suspension du contrat de travail ;
- d'une entrée ou d'un départ du salarié en cours d'année.

En aucun cas ces TEG annuels ne pourront servir de base au calcul de la prime d'ancienneté.

Les mensuels de moins de 18 ans bénéficieront de la garantie des TEG sous déduction des abattements de salaire prévus, en ce qui les concerne, par les dispositions de la convention collective ou, à défaut, par les dispositions légales.

Les TEG ne s'appliquent pas aux travailleurs à domicile.

Assiette de comparaison

Pour l'application des taux effectifs garantis annuels, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire perçus pendant l'année considérée, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de paie de l'année considérée et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté conventionnelle (art. 51 de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne) ;
- des remboursements de frais ne supportant pas de cotisations, en vertu de la législation de la sécurité sociale ;
- des sommes découlant de la législation sur l'intéressement et la participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de l'article 54 de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne ;
- des sommes versées à titre de régularisation sur les TEG pour l'année précédente, en application de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne ;
- de l'indemnité de panier, prévue par la convention collective de la métallurgie de l'Yonne.

Vérification

La vérification des rémunérations globales perçues par le salarié sera effectuée au plus tard à la fin de l'année 2015.

Au cas où l'entreprise serait dans l'obligation de verser un complément, celui-ci sera effectué au plus tard sur le bulletin de paie de décembre 2015.

Article 4

Dépôt

Le présent avenant et son annexe, le barème des TEG, seront déposés dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Ils feront l'objet d'une demande d'extension, faite dans les meilleurs délais par l'UIMM de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le 22 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des TEG annuels applicable à compter du 1^{er} janvier 2015

Base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	CAS GÉNÉRAL	OUVRIER		AGENT DE MAÎTRISE			
I	140	17 545	O1	17 545				
	145	17 595	O2	17 595				
	155	17 670	O3	17 670				
II	170	17 780	P1	17 780				
	180	17 850	P2				18 075	
	190	18 075						
III	215	18 350	P3	18 440	AM1	18 910		
	225	18 700	TA1		20 025			
	240	19 050						
IV	255	19 850	TA2	20 875	AM3	20 875		
	270	20 850	TA3	21 350	AM4		23 010	
	285	21 850	TA4	23 000				
V	305	24 000			AM5	24 530		
	335	26 450			AM6	26 790		
	365	28 100			AM7	28 870		
	395	29 755			AM8	30 105		